1. La mobilité internationale du travail

La plupart des pays maintiennent des contraintes légales strictes sur les flux migratoires. La mobilité du travail est donc, en pratique, plus limitée que ne le sont les mouvements de capitaux.

Un modèle à un bien, sans mobilité des facteurs :

Figure 7.1 : La fonction de production, qui associe l’offre de facteurs à la quantité produite, est notée Q(T, L). La pente de cette fonction correspond à l’augmentation de la production engendrée par l’utilisation d’une quantité supplémentaire de travail : C’est le **produit marginal** (Figure 7.2)

Les migrations internationales de travailleurs :

**Si le pays domestique est relativement bien doté en travail 🡺 Salaire sera plus faible qu’à l’étranger 🡺 Cela incite les facteurs à se déplacer**

Le flux migratoire viendra réduire l’offre de travail dans l’économie domestique et augmentera le salaire réel dans ce pays. Dans le pays étranger, on observera les effets opposés.

S’il n’y a aucun obstacle qui limite les migrations, ce processus doit continuer jusqu’à égaliser le produit marginal du travail dans les deux pays (Figure 7.3).

La redistribution de la main d’œuvre a 3 conséquences majeures :

* **Convergence des salaires réels**
* **Augmentation de la production mondiale** (l’augmentation correspond à l’aire colorée ABC de la figure 7.3)
* **Accroissement du bien être mais elle fait des gagnants et des perdants puisque les travailleurs du pays domestique reçoivent un salaire élevé (qu’ils aient migré ou non) cependant les travailleurs étrangers voient leur salaire réel diminuer**

Vers un modèle à deux biens :

Supposons qu’un bien est plus intensif en travail que l’autre.

**L’analyse théorique suggère que les migrations et plus généralement tous les mouvements de facteurs, peuvent se substituer au commerce international** (Chapitre 4). Mais, il existe des mesures administratives strictes qui encadrent les migrations, les flux de capitaux ou de toute autre ressource potentiellement mobile.

Le point essentiel est que l’échange de facteurs a des causes, mais aussi des effets sur l’économie, très proche du commerce des biens.

1. Les prêts et emprunts internationaux

Il s’agit des transactions financières : accord de prêts, acquisition d’actions, investissement via une filiale ;

Les prêts internationaux : procurer aux résidents étrangers le droit de dépenser aujourd’hui plus qu’ils ne gagnent, en échanger de la promesse d’un remboursement futur.

Il ne s’agit plus d’échanger un bien contre un autre à un moment donné, mais des biens aujourd’hui contre d’autres demain. **Les flux de capitaux génèrent alors un commerce intertemporel.**

Les possibilités de production intertemporelle et la structure du commerce :

**Toute économie doit faire face à un arbitrage entre une consommation présente et une consommation future.**

Plus une économie investit à un moment donné, plus elle sera capable de produire et de consommer dans le futur. Pour investir d’avantage, elle devra cependant libérer des ressources en limitant sa consommation.

La frontière intertemporelle des possibilités de production (Figure 7.4) résume l’arbitrage. Elle ressemble à la frontière des possibilités de production. Si l’économie souhaite consommer une grande quantité des biens aujourd’hui, elle doit limiter son investissement et sacrifier ainsi une part de sa consommation future.

En l’absence d’emprunts et de prêts internationaux, le prix relatif de la consommation future sera plus élevé dans le pays domestique. Si l’on autorise le commerce intertemporel, le pays domestique ca alors exporter une consommation présente et importer une consommation future.

Le taux d’intérêt réel :

Un pays peut commercer dans le temps en empruntant ou en prêtant. En empruntant, il peut consommer davantage aujourd’hui mais s’il devra limiter sa consommation dans le futur afin de rembourser. Le prix auquel se fait cet échange intertemporel dépend clairement du taux d’intérêt.

En supposant que les contrats de prêts sont spécifiés en termes réels : **lorsqu’un pays emprunte, il acquiert le droit d’acheter une certaine quantité de bien dans le présent en échange d’un remboursement d’une quantité (1+r) fois plus grande dans le futur**. Dans ces conditions, le prix relatif de la consommation future est simplement 1/(1+r).

S’il est possible de contracter des prêts internationaux, l’offre et la demande relatives de consommation future doivent alors déterminer le taux d’intérêt mondial.

Avantage comparatif intertemporel :

Dans un pays qui a un avantage comparatif dans la production future du bien de consommation, le prix relatif de la consommation future est relativement faible tant qu’il n’est pas possible de réaliser des prêts ou des emprunts internationaux.

Le taux d’intérêt réel en vigueur dans cette économie est élevé, ce qui correspond à un rendement relativement important de l’investissement. Les pays qui empruntent sur le marché internationaux sont donc ceux qui ont d’importantes opportunités d’investissements productifs ; les pays qui prêtent sont, à l’inverse, des économies ou la production présente génère des revenus relativement élevés et ou les opportunités d’investissement sont limitées (Exemple illustratif : voir cours).

1. Les investissements directs étrangers et les firmes multinationales

Une part importante des flux résulte de décisions d’investissements directs étrangers IDE. **Ces IDE désignent les flux de capitaux dont le but, pour la firme qui investit, est de créer ou d’agrandir une filiale dans un pays étranger**.

IDE permet d’acquérir un réel pouvoir de contrôle, puisque les filiales n’ont pas simplement des obligations financières vis-à-vis de mère, mais font partie intégrante de la même structure organisationnelle de la même firme multinationale.

Toutes les prises de participation dans le capital d’une firme étrangère. Le plus souvent, il s’agit simplement d’investissements de portefeuille, qui suivent une logique de diversification des placements et qui n’entrainent pas d’implication réelle dans la vie de l’entreprise.

Les conventions internationales classent donc simplement comme des IDE tous les flux qui correspondent à l’achat d’au moins 10 % du capital de la firme étrangère.

Les sociétés mères investissent dans leurs filiales en attendant un remboursement dans le futur. Si c’est le cas, l’IDE peut être considéré comme une simple alternative aux prêts internationaux. Les firmes multinationales font souvent bien plus que transférer des capitaux. Elles poursuivent le plus souvent des projets industriels précis et les IDE sont le moyen de déployer leurs activités sur les marchés étrangers. C’est ainsi que l’on peut observer d’importants flux croisés d’investissements directs entre pays développés.

La théorie de la firme multinationale :

Les principes élémentaires qui gouvernent la mise en place d’une théorie de la firme multinationale sont assez simples à cerner.

**L’internalisation : Laisser des firmes locales se charger de la production étrangère.**

**La localisation : Produire simultanément dans deux pays ou plus au lieu d’un seul (s’implanter dans plusieurs pays).**

La localisation est bien souvent déterminée par les dotations en facteurs. Les couts de transport et les barrières au commerce peuvent également déterminer les choix de localisation.

Ces relations entre les différentes filiales d’une firme multinationale génèrent un très grand nombre de transactions à l’intérieur d’une même firme.

Deux arguments :

* **Contrôler les transferts technologiques et échange des connaissances**
* **Intégration verticale de la production en internalisant les activités en amont et en aval** (dans le cas de production scindée en deux parties)

Les multinationales en pratique :

Les firmes multinationales jouent un rôle particulièrement déterminant dans l’évolution et la structure du commerce et des échanges financiers internationaux

Critiques :

* Dans le cas d’un rachat d’une entreprise existante, certains s’alarment des éventuels risques que pourrait faire courir cette implication étrangère dans l’économie nationale
* Les opinions publiques regrettent que les emplois crées par l’investissement ne profitent pas aux travailleurs nationaux

Les multinationales sont souvent considérées comme les instigatrices des flux de capitaux, qui vont des pays riches vers les pays ou le capital est plus rare. Beaucoup les jugent responsables de l’essor des capacités d’exportations des pays à bas salaires dans les secteurs intensifs en travail non qualifiés et donc des difficultés des travailleurs les moins qualifiés des pays développés.

Le développement des firmes multinationales doit générer des gains au niveau global qui doivent être partagés entre tous les pays mais aussi influer sur la distribution des revenus à l’intérieure de chaque économie aux dépens de certaines catégories d’agents.